



# LUXEMBOURG

Intervention de S.E. M. Jean Asselborn  
Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères

Débat du Conseil de sécurité

**La situation dans la Région des Grands Lacs**

New York, le 25 juillet 2013



---

Statement by H.E. Mr. Jean Asselborn  
Deputy Prime Minister, Minister of Foreign Affairs

Debate of the Security Council

**The situation in the Great Lakes region**

New York, July 25<sup>th</sup>, 2013



Monsieur le Président,

Le Luxembourg se félicite de l'initiative des Etats-Unis d'avoir organisé ce débat à haut niveau du Conseil de sécurité sur la situation en République démocratique du Congo et dans la région des Grands Lacs. Le moment est particulièrement opportun, et votre présence, Monsieur le Secrétaire d'Etat, lui confère un relief particulier.

Je remercie le Secrétaire général des Nations Unies, son Envoyée spéciale Mary Robinson, le Président de la Banque mondiale, le Commissaire pour la paix et la sécurité de l'Union africaine, ainsi que les Ministres des Affaires étrangères de la RDC et de l'Ouganda de leurs interventions, et surtout de leur engagement sincère pour la cause de la paix, de la sécurité et de la coopération dans la région.

Le Luxembourg souscrit pleinement à la déclaration qui sera prononcée par l'Union européenne.

Monsieur le Président,

La RDC et la région des Grands Lacs ont trop longtemps été meurtries par des conflits. Des millions de morts, des millions de déplacés, des millions d'individus empêchés de vivre dignement. Et les groupes armés, et notamment le M23, continuent de sévir dans l'Est de la RDC.

On ne peut l'accepter plus longtemps. Il faut changer la donne, il faut rompre le cycle de la violence.

L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération signé en format 11+4 à Addis Abeba, le 24 février dernier, constitue, nous l'espérons vivement, un tournant déterminant dans le processus de consolidation de la paix et de stabilisation de la région. Cet accord n'aurait pas été possible, et son suivi ne saurait être assuré, sans l'appui des Nations Unies. Je salue le rôle crucial joué à cet égard par le Secrétaire général et son équipe. Il convient aussi de saluer l'appui de l'Union africaine, de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

L'Accord-cadre a un mérite essentiel : il tient compte des causes profondes des conflits. Il met à juste titre l'accent sur l'appropriation par les pays de la région d'un processus qui doit mettre un terme aux violences récurrentes et poser les jalons d'une véritable dynamique d'essor économique régional. Nous souhaitons que cet accord se montre digne du nom que Mary Robinson lui a donné, inspirée par le poète irlandais Seamus Heaney : « a framework of hope », un cadre d'espoir, qui puisse redonner espoir aux peuples de la RDC et de la région.

Monsieur le Président,

L'heure est à la mise en œuvre résolue de l'Accord-cadre.

Nous saluons dans ce contexte les récentes initiatives prises par la RDC. Le mécanisme national de suivi des engagements de l'Accord-cadre a été mis en place. Les premiers plans nationaux pour la réforme du secteur de la sécurité, en particulier de l'armée, ont été présentés. Nous saluons également l'établissement d'une nouvelle Commission électorale nationale indépendante, qui ouvre la voie à l'organisation d'élections provinciales et locales. La mise en place d'une armée nationale professionnelle et loyale qui puisse protéger le territoire de la RDC et promouvoir les droits de l'homme constitue de même un impératif. Il revient à cet égard aux autorités de la RDC de poursuivre leurs enquêtes au sujet des violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme, et notamment des violences sexuelles, commises par des éléments des Forces armées de la RDC. La mise en œuvre déterminée du plan d'action, signé le 4 octobre dernier avec les Nations Unies, visant à faire cesser et à empêcher le recrutement et l'utilisation d'enfants, ainsi que les violences sexuelles commises contre les enfants par les forces armées et les services de sécurité, s'inscrit dans ce même contexte.

La signature de l'Accord-cadre a été accompagnée, rappelons-le, d'une refonte de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en RDC, et notamment de la mise en place d'une Brigade d'intervention. L'impact dissuasif de cette Brigade s'est déjà fait sentir sur le terrain, et nous nous en félicitons. Conformément à la résolution 2098, la Brigade aura un rôle clef à jouer pour contribuer à réduire la menace que constituent les groupes armés pour l'autorité de l'Etat et la sécurité des civils dans l'Est de la RDC. L'appui à la réforme du secteur de la sécurité et la protection des civils, en particulier des femmes et des enfants, devront, de manière générale, rester au cœur du mandat de la MONUSCO.

Monsieur le Président,

Au niveau de la région, nous soutenons la démarche volontariste de l'Envoyée spéciale Mary Robinson et son intention de définir au cours des prochains mois une stratégie politique globale pour la mise en œuvre de l'Accord-cadre, sur base d'indicateurs agréés par tous les signataires. La vigilance reste en effet de mise pour maintenir la dynamique positive. Le suivi orchestré par Madame Robinson devra bénéficier de l'attention continue de ce Conseil.

Un point qui nous préoccupe particulièrement est la poursuite de l'exploitation illégale et du commerce illicite des ressources naturelles dans l'Est de la RDC, notamment par les groupes armés. Ces trafics constituent une importante source d'instabilité. Nous saluons les initiatives positives prises par les autorités congolaises dans ce domaine. De façon générale, nous les encourageons à redoubler d'efforts dans le domaine de la gouvernance économique. Comme le précise l'Accord-cadre, il importe de renforcer la coopération régionale, y compris à travers l'approfondissement de l'intégration économique avec une attention particulière accordée à la question de l'exploitation des ressources naturelles.

Je voudrais enfin souligner l'importance pour les partenaires de la région de se concentrer sur la coopération au développement et la lutte contre la pauvreté. Sécurité et développement vont en effet de pair. J'encourage la Banque mondiale et les pays de la région à concrétiser rapidement les projets à l'appui des priorités de développement régional suite à l'annonce par le Président Kim, le 23 mai dernier à Kinshasa, d'une contribution d'un milliard de dollars en prêts à taux nul. Je pense en particulier aux projets dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie hydroélectrique et des infrastructures permettant d'élargir l'activité économique transfrontalière. Comme l'a souligné Mary Robinson, le processus politique en cours ne pourra aboutir que si les populations bénéficient rapidement de dividendes de la paix tangibles.

Monsieur le Président,

Pour conclure, permettez-moi de réitérer l'appel aux signataires de l'Accord-cadre à mettre en œuvre de bonne foi et de manière diligente l'ensemble des engagements auxquels ils ont souscrit, y compris l'engagement de ne pas tolérer ni fournir une assistance ou un soutien quelconque à des groupes armés. Il s'agit d'une question de responsabilité et de crédibilité. Ce faisant, ils pourront compter sur le soutien de la communauté internationale pour amorcer un cercle vertueux permettant aux populations de la région d'émerger enfin d'une situation inacceptable qui n'a que trop duré. L'opportunité qui se présente est exceptionnelle. Il s'agit de la saisir maintenant.

Je vous remercie de votre attention.

Mr. President,

Luxembourg welcomes the initiative taken by the United States to organize this high-level debate of the Security Council on the situation in the Democratic Republic of the Congo and the Great Lakes region. The debate comes at a particularly timely moment, and your presence, Mr. Secretary of State, gives it a special significance.

I thank the Secretary-General of the United Nations, his Special Envoy Mary Robinson, the President of the World Bank, the Commissioner for Peace and Security of the African Union, as well as the Ministers of Foreign Affairs of the DRC and Uganda for their interventions, and especially their sincere commitment to the cause of peace, security and cooperation in the region.

Luxembourg fully subscribes to the statement to be delivered by the European Union.

Mr. President,

The DRC and the Great Lakes region have for too long been ravaged by conflict. Millions of persons have died, millions have been displaced and millions of people have been prevented from living in dignity. And armed groups, notably the M23, continue to plague eastern DRC.

This is no longer acceptable. Things must change. We must break the cycle of violence.

The Peace, Security and Cooperation Framework signed in the 11+4 format in Addis Ababa on 24 February last marks, we strongly hope, a defining turning point in the consolidation of peace and stability in the region. This agreement would not have been possible, and its follow-up cannot be ensured, without the support of the United Nations. I very much welcome the crucial role played by the Secretary-General and his team. Praise should also be given to the support provided by the African Union, the International Conference on the Great Lakes Region and the Southern African Development Community.

The PSC Framework has one distinct merit: it takes into account the root causes of conflict. It rightly emphasizes the ownership of the countries in the region of a process which must break the cycle of recurring violence and pave the way for a truly dynamic regional economic development. We want this agreement to live up to the name it has been given by Mary Robinson, inspired by the Irish poet Seamus Heaney: « a framework of hope », a framework which can bring back hope to the people of the DRC and the region.

Mr. President,

Now is the time for the resolute implementation of the PSC Framework.

We welcome in this context recent initiatives taken by the DRC. The national oversight mechanism which will monitor the implementation of the commitments made under the PSC Framework has been put in place. The first national plans for security sector reform, particularly the reform of the army, have been presented. We also welcome the establishment of a new Independent National Electoral Commission, which paves the way for organizing provincial and local elections. Setting up a professional and loyal national army that can protect the territory of the DRC and promote human rights is also paramount. In this regard, it is incumbent upon the DRC authorities to continue their investigations into violations of international humanitarian law and human rights, including sexual violence, committed by elements of the DRC Armed Forces. The determined implementation of the action plan signed on 4 October 2012 with the United Nations in order to halt and prevent the recruitment and use of children, in addition to sexual violence against children, by the national armed forces and security forces, has to be seen in the same context.

It is worth reminding that the signing of the PSC Framework was accompanied by an overhaul of the United Nations Organization Stabilization Mission in DRC, including by the establishment of an Intervention Brigade. The deterrent impact of the Brigade has already been felt on the ground, and we welcome this. In line with resolution 2098, the Brigade will have a key role to play in order to contribute to the objective of reducing the threat posed by armed groups to the authority of the State and to the safety of civilians in eastern DRC. Support for security sector reform and the protection of civilians, especially women and children, must overall remain at the heart of the mandate of MONUSCO.

Mr. President,

At the regional level, we support the proactive approach of Special Envoy Mary Robinson and her intention to design in the coming months a comprehensive political strategy for the implementation of the PSC Framework, based on indicators agreed by all signatories. Vigilance is indeed required to sustain the positive momentum. The follow-up orchestrated by Mrs. Robinson will have to benefit from the continued attention of this Council.

A point of particular concern in our view is the continued illegal exploitation and illicit trade in natural resources in eastern DRC, in particular by armed groups. This trafficking is a major source of instability. We welcome the positive steps taken by the Congolese authorities in this field. In general, we encourage them to redouble their efforts in the area of economic governance. As stated in the PSC Framework, it is important to strengthen regional cooperation, including deepening economic integration with special consideration for the exploitation of natural resources.

Finally, I would like to stress the importance for the partners of the region to focus on development cooperation and the fight against poverty. Indeed, security and development go hand in hand. I encourage the World Bank and the countries of the region to implement quickly projects in support

of regional development priorities, following the announcement by President Kim, on 23 May last in Kinshasa, of a pledge of one billion dollars in zero-interest loans. I have in mind specifically projects in the areas of agriculture, hydroelectric power and infrastructure fostering the expansion of cross-border economic activity. As Mary Robinson has noted, the ongoing political process will only succeed if people quickly benefit from tangible peace dividends.

Mr. President,

To conclude, let me reiterate the call on the signatories of the PSC Framework to implement, in good faith and with diligence, all the commitments they have undertaken, including the commitment to neither tolerate nor provide assistance or support of any kind to armed groups. It is a matter of responsibility and a matter of credibility. In doing so, they can count on the support of the international community in order to initiate a virtuous circle which will allow the people of the region to emerge, finally, from an unacceptable situation that has been lasting for too long. The opportunity before us is exceptional. The time to seize it is now.

I thank you for your attention.